

La droite compromet la densification d'une zone villas

GRAND CONSEIL GENEVOIS • Les élus bourgeois souhaitent contourner les contraintes étatiques dans l'aménagement d'une parcelle à Vernier. La fin des logements sociaux?

ERIC LECOULTRE

Le déclassement de la zone villas des Corbillettes à Vernier traîne depuis onze ans et n'est pas encore près d'aboutir. Vendredi soir, les députés de droite (PLR, PDC, MCG et UDC) au Grand Conseil on renvoyé le projet en commission du logement (par 55 «oui» contre 28 «non»), accompagné cette fois d'une nouvelle proposition: déclasser la parcelle située en face des Avanchets en zone ordinaire plutôt qu'en zone de développement. Une volonté qui compromettrait la création d'une partie des 1500 logements potentiels et qui exclurait la construction d'appartements abordables pour la majorité de la population.

Plus utilisé depuis des années, le déclassement en zone ordinaire présente de multiples avantages aux yeux de la droite, en offrant une liberté quasi totale aux promoteurs. En effet, ceux-ci se retrouvent libérés des multiples contraintes imposées par la zone de développement: taux minimal de logements sociaux, densité minimale, contrôle des prix ou taxe sur la plus-value foncière afin de financer les infra-

structures publiques. Des mesures visant à garantir une certaine mixité dans le développement urbain et à éviter que ne se construisent que des logements de haut standing, plus rentables financièrement.

Pour justifier sa proposition, la droite avance l'argument de l'efficacité. Dans un projet embourbé depuis des années par l'opposition presque unanime des habitants, les promoteurs doivent pouvoir «discuter directement avec les propriétaires», explique le député PLR Benoît Genecand. En clair, grâce à des rendements plus élevés, ils pourront racheter les terrains plus chers et débloquer la situation plus rapidement. Les deux partis sortiraient donc gagnants.

«Cela va créer un précédent»

La gauche juge cette perspective «catastrophique». Car sans densification ni logements sociaux, c'est toute une parcelle qui sera gaspillée dans la lutte contre la crise du logement. Christian Dandrès, député socialiste, craint également que ce ne soient les premiers signes d'une nouvelle pratique soutenue par la majorité du Grand Conseil.

«Avec le revirement à droite du MCG sur les questions de logement – guidé par le député Ronald Zacharias –, les représentants des propriétaires et des promoteurs auront tout le loisir à l'avenir de mener une politique qui augmentera leurs profits.»

Le déclassement en zone ordinaire des Corbillettes pourrait de plus créer un précédent et inspirer les propriétaires des autres zones pavillonnaires, augmentant les oppositions. Une brèche qu'Antonio Hodggers, conseiller d'Etat chargé de l'Aménagement, du Logement et de l'Energie, ne souhaite surtout pas voir s'ouvrir. «Si cette pratique se généralisait, cela compliquerait considérablement la politique du logement social dans les nouveaux quartiers», alerte-t-il.

Défenseuse des propriétaires de villa, la députée UDC Christina Meissner souhaite le déclassement en zone de développement d'une partie du quartier uniquement. Sa position n'a pas été soutenue. Bien qu'elle estime que le déclassement voulu par la droite serait «la victoire de l'argent sur le bon sens», elle le préfère à un déclasse-

ment de toute la parcelle en zone de développement.

Pour Benoît Genecand, seule la zone des Corbillettes est concernée par le projet, pas les autres. «Nous allons travailler en commission pour voir quels problèmes seraient causés par la zone ordinaire et tenter de les corriger, poursuit-il. Mais le but n'est bien sûr pas de recréer trop de contraintes.» Le manque de logements sociaux ne lui pose pas de problème: «Vernier a déjà fait beaucoup.» Ni l'absence de taux de densité minimale: «Les promoteurs auront tout intérêt à optimiser le terrain s'ils souhaitent augmenter sa rentabilité.»

Un élément devrait donner de l'eau au moulin des opposants à cette proposition, qui pensent que promoteurs et propriétaires agissent pour leurs propres intérêts au parlement: le député PLR Frédéric Hohl a voté vendredi dernier le renvoi en commission du projet, bien qu'il soit propriétaire sur la parcelle des Corbillettes et qu'il ait donc intérêt financièrement à ce que la zone ordinaire soit choisie. Il nous a cependant assuré qu'il s'abstiendra lors du vote de déclassement. I

EN BREF

GENÈVE ACHÈTE LE «PANORAMA DES ALPES» DE GUSTAVE COURBET

PEINTURE Le *Panorama des Alpes*, de Gustave Courbet, entre dans les collections du Musée d'art et d'histoire de Genève. Cette huile sur toile réalisée vers 1876 a été achetée à un particulier grâce à une importante donation financière anonyme. Le montant de la transaction reste secret. Le *Panorama des Alpes* représente les massifs des Dents du Midi et du Grammont vus depuis la terrasse de la maison de «Bon Port», à la Tour-de-Peilz (VD), indiquait hier le Musée d'art et d'histoire. C'est là que l'artiste a vécu ses années d'exil politique, de 1874 à sa mort en 1877. Cette œuvre majeure de la période suisse du peintre français mesure 140 centimètres de long et 64 de haut. Le tableau n'a jamais été exposé. Il figure dans l'inventaire après décès du peintre. Juliette Courbet, sa sœur et légataire universelle, le possède jusqu'à sa mort en 1915, a expliqué Laurence Madeline, responsable du pôle beaux-arts au musée. L'œuvre passe ensuite entre diverses mains, avant que Laurence Madeline ne retrouve sa trace. Le public pourra découvrir ce tableau dès septembre. ATS

EN BREF

LA CHAUX-DE-FONDS

Coopérative solaire: soirée d'information

L'association Surface Solidaire, fondée à la Chaux-de-Fonds fin 2013, a pour but de créer des coopératives pour le financement et l'installation de grandes centrales photovoltaïques, comme cela se fait ailleurs en Suisse. Elle organise demain à l'ABC à La Chaux-de-Fonds (rue du Coq 11) une séance d'information en présence d'un membre de l'administration d'une coopérative zurichoise qui fera part de ses expériences. CGM

CAFÉ SCIENTIFIQUE, NEUCHÂTEL

Commémorer les conflits: inutile ou de bonne guerre?

Alors que l'on s'appête à célébrer les cent ans du début de la Première Guerre mondiale, les cérémonies du souvenir, les récits des anciens combattants, les colloques qui y seront consacrés sont-ils utiles? Célébrer le souvenir des guerres empêche-t-il de commettre les mêmes erreurs? Par ailleurs, puisque les souvenirs ne sont plus transmis dans les familles, les traces de guerre s'éloignant, l'école peut-elle et doit-elle prendre le relais pour entretenir la mémoire? Discussion et débat avec des chercheurs, des professeurs d'histoire et des représentants des associations d'anciens combattants. Aujourd'hui de 18h à 19h30 à la cafétéria du bâtiment principal de l'Université de Neuchâtel (av. du 1^{er}-Mars 26). CGM

ASSURANCE-MALADIE, GENÈVE

Les HUG ouvrent une hotline pour leurs patients frontaliers

Les travailleurs frontaliers, qui verront à partir du 1^{er} juin leurs conditions d'accès aux soins en Suisse se modifier, pourront appeler dès vendredi un numéro spécial aux Hôpitaux universitaires de Genève pour avoir des réponses à leurs questions. La hotline (+41 22 372 20 20) sera ouverte du lundi au vendredi de 9h à 16h, indiquent les HUG. ATS

SPORT

Les Jeux de Genève ont réuni 3600 athlètes

Plus de 3600 jeunes athlètes ont participé aux 31 compétitions sportives organisées sur tout le territoire du Grand Genève samedi et dimanche derniers, ont annoncé les organisateurs hier. A l'exception de la compétition de ski nautique, annulée en raison de la température trop froide du lac, toutes les épreuves ont pu avoir lieu sous un soleil radieux. La première édition avait réuni 1800 jeunes sportifs. ATS

GENÈVE

Nouvelles tensions lors du procès d'Erwin Sperisen

PAULINE CANCELA

L'ambiance était toujours aussi tendue au quatrième jour du procès d'Erwin Sperisen, ancien chef de la police guatémaltèque accusé d'avoir commandité l'exécution de dix détenus des prisons Pavón et Infernito en 2005. Il faut dire que la journée d'hier a démarré fort, avec l'annonce de nouvelles pressions portant sur l'entourage de l'unique plaignante du procès, la mère d'un des défunts, qui se trouve au Guatemala.

Son avocate, M^e Alexandra Lopez, a souligné que sa cliente continue de subir d'importantes intimidations désormais étendues à ses proches. Un téléphone échangé lundi soir avec l'Amérique centrale lui permettrait d'indiquer que des hommes se réclamant d'Erwin Sperisen se sont même rendus au domicile de la septuagénaire.

«Ma cliente a été mise sous protection depuis que son visage, son identité ainsi que son adresse complète ont été publiés dans la presse guatémaltèque. Mais je crains que cette histoire ne finisse pour elle avec quatre balles dans la tête!» L'avocate a rappelé que l'enquête d'un journaliste de *L'Illustré* est à l'origine de cette publicité malvenue (notre édition d'hier).

Enchaînant sur l'incident, la présidente du Tribunal criminel, Isabelle Cuendet, a ensuite ordonné le huis clos partiel pour l'audition de quatre témoins guatémaltèques à venir ces prochains jours. Elle a fustigé l'insécurité ambiante dans laquelle se déroulent les débats, notamment lors de



Au Palais de justice, la journée d'hier a démarré avec l'annonce de nouvelles pressions portant sur l'entourage de l'unique plaignante du procès, la mère d'un des défunts, qui se trouve au Guatemala. KEYSTONE

l'audition, lundi soir, de deux policiers espagnols qui ont enquêté sur l'affaire pour le compte de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG).

«J'aimerais que cesse ce climat désagréable et que les interrogatoires se fassent sans menaces voilées», a-t-elle lancé aux avocats de la défense. Le fait que la mère d'Erwin Sperisen ait été surprise la veille en train de prendre des photos en pleine audience et de les envoyer par message, fait tout à fait illégal, a très clairement contribué à dégrader l'ambiance...

Puis le calme est partiellement revenu hier avec l'interrogatoire du procureur de la CICIG qui a investigué sur le dossier dès 2010. Questionné plus généralement sur le sort des témoins au Guatemala, il indique que ces derniers sont difficiles à interroger et couramment assassinés, même depuis l'instauration de la CICIG par les Nations Unies en 2006. Selon lui, la commission a elle-même été entravée dans sa mission lorsque les enquêtes sur Pavón et Infernito ont commencé à se préciser.

Il s'agirait de «pressions importantes» venant du secteur privé proche de l'ancien vice-

président de l'époque, Eduardo Stein. Interminable, l'audition s'est poursuivie par des explications techniques sur le déroulement des fameuses opérations ayant conduit à la mort des dix prisonniers, sans que le témoin apporte d'élément direct incriminant Sperisen. Il a toutefois pu identifier les lieux et les protagonistes de ce qu'il appelle une «structure de nettoyage social», dont auraient fait partie Erwin Sperisen, l'ancien ministre Carlos Vielmann (dont la procédure est pendante en Espagne) et, entre autres, Javier Figueroa, acquitté en Autriche et qui sera entendu à Genève mardi prochain. I